Hongrie : malgré la demande du Parlement européen, le pays conservera sa politique restrictive pour les migrants (Màj: réaction de l'UE)

18/05/2017 à 22h32



Le Parlement européen dénonce la dégradation de l'état de droit en Hongrie. Les députés ont adopté une résolution qui ouvre la voie au déclenchement de l'article 7 du traité de Lisbonne. Cette procédure évalue le risque de violation des valeurs de l'Union européenne. Mené à son terme, ce processus peut entraîner une suspension du droit de vote au Conseil, l'institution qui représente les États membres.

La Hongrie conservera sa législation stricte en matière d'immigration et maintiendra la clôture le long de sa frontière sud, malgré la demande du Parlement européen d'abrogation des lois restreignant le droit d'asile. Le ministre de la chancellerie du Premier ministre hongrois l'a annoncé ce jeudi.

Le Parlement européen a estimé mercredi que l'ampleur des violations des principes fondamentaux de l'Union européenne commises par la Hongrie justifiait l'engagement à son égard d'une procédure de sanctions.

« La résolution votée hier par le Parlement européen traite de questions qui, à notre avis, ne relèvent en rien de l'Union européenne ou du Parlement européen », a rétorqué János Lázár, ministre de la chancellerie du Premier ministre hongrois, lors d'une conférence de presse.

« Le gouvernement hongrois ne donnera pas satisfaction à la demande du Parlement européen d'abroger les barrières juridiques et physiques à la frontière », a-t-il ajouté.
Ouest-France